

FACE AU DIKTAT IMPÉRIALISTE, SUSPENDRE LE PAYEMENT DE LA DETTE ET NATIONALISER LA BANQUE !

Secrétariat International de la LIT-QI, le 12 juin 2015

Des négociations sont en cours entre le gouvernement grec et les dirigeants de l'impérialisme européen. Le paquet de mesures exigé par l'impérialisme n'est rien de moins que la signature du statut de colonie suivie d'une véritable déclaration de guerre contre la classe ouvrière : il exige le maintien intégral du plan de privatisations – initié par le gouvernement d'Antonis Samaras (Nouvelle Démocratie) – des aéroports et des ports du Pirée et de Thessalonique ; la mise en œuvre de la réforme des pensions (c'est-à-dire de les baisser et de mettre fin aux retraites anticipées) ; le maintien de la suspension de la négociation collective salariale et des conditions de travail ; et la révision du droit de grève et de la loi réglementant les licenciements collectifs (ERES), évidemment pour rendre ceux-ci plus faciles.

Mais, comme le paiement de la dette doit venir du sang et de la sueur des travailleurs grecs, le paquet de mesures exige que tout changement du cadre du travail soit soumis à l'approbation de la Troïka. Il exige également d'augmenter la TVA et d'en finir avec les subventions des combustibles pour le chauffage et le carburant diesel agricole... Il maintient la politique d'excédent primaire et des coupes dans les dépenses sociales. Il envisage également « l'examen des échelles salariales » pour les travailleurs de l'Etat, c'est-à-dire la réduction des salaires de l'administration publique.

Qui plus est, il y a aussi quelque chose rarement discuté et commenté par la presse : la nécessité de « créer un organisme budgétaire indépendant ». Autrement dit, l'Etat grec doit renoncer au contrôle de la collecte des impôts et le passer directement à l'Union européenne (UE), reconnaissant la fin des brins de souveraineté qui lui restaient.

Ce que dit l'impérialisme de manière ronflante, et que seuls ceux qui ne veulent pas comprendre ne comprennent pas, c'est que le prix à payer pour rester dans l'UE et dans la zone euro est la colonisation du pays et l'esclavage. La soumission et l'humiliation de la Grèce ne sont pas dictées uniquement par la politique de pillage ; il y a aussi, comme le déclare un porte-parole du capital financier, le fait que : « *La démocratie européenne a un nouveau principe d'organisation. Les citoyens doivent encore changer leurs dirigeants, de temps en temps, mais seulement avec la claire compréhension que les élections n'annoncent pas de changements d'orientation. Les élites européennes, de gauche ou de droite, à l'intérieur ou à l'extérieur de la zone euro, s'agenouillent devant l'autel de l'austérité. Les gouvernements se permettent un peaufinage par-ci ou par-là, une nuance pour souligner à quoi ils donnent de l'importance. Mais nul n'ose remettre en question le catéchisme de l'austérité budgétaire.* » (Financial Times, 06/05/2015).

Cela dit, l'impérialisme a besoin d'écraser les travailleurs grecs pour avoir osé dire stop à la spirale des coupes, des contre-réformes et de la surexploitation. « L'autel de l'austérité » n'admet pas de réformes : le rejet d'Alexis Tsipras du diktat de l'impérialisme n'est pas accompagné de mesures qui permettent de briser le catéchisme de l'austérité, et Tsipras maintient donc le pays à genoux.

L'alternative : transformer la Grèce en une colonie allemande, ou suspendre le paiement de la dette et sortir de l'euro.

La logique de changer l'austérité stricte en une « austérité atténuée » mène à accepter, même en négociant, les termes du diktat impérialiste, puisque la seule stratégie réelle de négociation a comme limite et horizon le maintien à tout prix de la Grèce dans la zone euro. Cette stratégie ne répond toutefois qu'aux seuls intérêts de la grande bourgeoisie grecque et des banquiers parasites en faillite : elle maintient le pays en otage des prêts de la Banque centrale européenne (BCE) pour que ceux-ci puissent maintenir leurs profits à flot, tandis que la classe ouvrière sombre dans la pauvreté.

Tsipras a dénoncé le fait que l'asphyxie financière à laquelle la BCE soumet la Grèce est immorale. Mais l'impérialisme s'en fiche de la morale ou des sentiments humanitaires, des qualités requises par le Premier ministre grec à ceux qui refusent même de reconnaître leur responsabilité historique pour l'occupation et la barbarie nazie en Grèce pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce que Tsipras ne dit pas, c'est que cette « asphyxie financière » est facilitée, ni plus ni moins, par sa décision de signer l'accord de février dernier.

Il y a lieu de se demander quelles mesures le gouvernement Tsipras a décrétées contre « l'asphyxie financière » imposée par la BCE. Il a obligé toutes les agences gouvernementales (depuis les municipalités jusqu'aux hôpitaux) à mettre leurs réserves de liquidités à disposition du gouvernement pour lui permettre de respecter les engagements de paiement envers le FMI. Mais était-ce la seule issue ? Non. « L'asphyxie » ne peut pas être utilisée pour négocier le diktat, car il suffit que le gouvernement **nationalise la banque sans**

assumer aucune de ses dettes, l'unifie en une seule banque d'Etat et décrète le contrôle de la circulation de capitaux. Le gouvernement de Tsipras et son parti Syriza ont toutefois déjà annoncé que, par souci d'un « accord », ils jettent par la fenêtre le programme de Thessalonique avec lequel Syriza a remporté l'élection. Il ne reste plus rien de l'engagement à augmenter le salaire minimum, à abolir complètement la réforme du travail, à ne pas augmenter la TVA, à annuler unilatéralement la dette, à annuler les privatisations, etc. Au contraire, le gouvernement se dit d'accord pour les privatisations, mais, sur ce point oui, « de façon souveraine ». Il ne va pas réintégrer les fonctionnaires jetés dans la rue par le gouvernement de Samaras : suite à la lutte héroïque du personnel de nettoyage du ministère, seulement 1 % sera réintégré, selon le projet de loi du gouvernement.

L'unique et suprême argument utilisé par Tsipras pour justifier les concessions est qu'il n'est pas mandaté par le peuple grec pour rompre avec l'euro. Mais l'argument inverse est également valable, car s'il y a quelque chose pour laquelle Tsipras n'est pas mandaté, c'est celle de ne pas accomplir son programme et de ne pas honorer son engagement solennel de mettre fin à l'austérité.

L'option de Syriza consiste à renier ses engagements envers les travailleurs. Pour les honorer, il doit rompre ses liens et ses engagements avec la bourgeoisie grecque, avec ANEL et, en particulier, avec les banquiers, partenaires de l'impérialisme dans le pillage du pays et parasites des grands requins européens.

Pour mettre fin à l'austérité, Tsipras doit ordonner la suspension immédiate du remboursement de la dette. S'il ne le fait pas, il continuera avec la logique des coupes, de la privatisation et de l'exploitation des travailleurs.

Nous disons aux travailleurs grecs qu'il n'y a pas d'autre chemin que celui de sa mobilisation et de sa lutte, avec indépendance par rapport au gouvernement. Il faut une grève générale en défense des exigences de base des travailleurs et contre les plans d'austérité négociés par le gouvernement avec l'impérialisme. Il est temps de descendre dans la rue et d'exiger de Syriza : pas de négociation du diktat impérialiste ; suspension immédiate du paiement de la dette et nationalisation de la banque ; appel internationaliste urgent à la solidarité des travailleurs européens et du monde entier !

Ceux qui, au sein de Syriza, sont contre la signature du nouveau mémorandum – tels que la Plate-forme de gauche – ne peuvent pas continuer à semer des illusions dans le gouvernement : il est plus que nécessaire de rompre avec le gouvernement Tsipras-ANEL, d'organiser l'opposition des travailleurs et du peuple, et de construire le front unique des travailleurs avec indépendance par rapport au gouvernement, afin d'aller de l'avant dans l'unité pour la lutte. Plus que jamais, d'appeler à la solidarité européenne face au boycott et d'arborer le drapeau d'une Europe unie des travailleurs et des peuples.

Bien sûr, l'ouverture d'une telle perspective requiert un gouvernement qui soutient la classe ouvrière et le peuple organisés et répond à leurs besoins. Un gouvernement qui met en route les premières démarches pour les ruptures nécessaires et qui organise la solidarité. Nous parlons d'un gouvernement des travailleurs. Et de la nécessité d'avancer, dans le processus de réorganisation en cours, dans la construction d'une direction révolutionnaire.

Pour terminer, nous ratifions notre engagement à collaborer avec les organisations et les militants de la gauche grecque et à les aider dans la constitution d'une opposition ouvrière et socialiste au gouvernement de Tsipras.

Solidarité avec le peuple grec ! Annulation de la dette grecque des Etats !

Dans les pays européens qui se déclarent « créanciers » de la Grèce (la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, etc.), nous faisons un appel à tous les partis, organisations et syndicats pour mettre immédiatement en œuvre une campagne pour l'annulation de la dette grecque. Les travailleurs grecs ne nous doivent rien : le « sauvetage » grec, sur la base d'immenses sacrifices pour le peuple grec, n'avait pas d'autre destination que celle de sauver de la faillite les banques impérialistes créancières, en particulier les allemandes, les françaises et les étasuniennes, qui avaient octroyé des prêts importants dans le pays. Le sauvetage, de la part de l'UE, n'a été rien d'autre que le transfert de la dette bancaire aux Etats, afin que ce soit nous qui payons, comme d'habitude. La lutte pour l'annulation de la dette grecque est la même que celle que nous menons dans nos pays contre les coupes et l'austérité.



Ligue Communiste des Travailleurs

Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com - www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs

Ne jetez pas ce tract sur la voie publique, passez-le plutôt à un camarade. - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Elan, 73 – 1170 Bxl